



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 15 octobre 2012
Numéro 197

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Les photos d'«Ayyoub»: des positions secrètes, des aéroports... jusqu'à Dimona

An Nahar (proche du 14-Mars)

Le ciel de la Syrie et de la Turquie interdit à leur aviation respective. Le régime accusé d'utiliser des sous-munitions

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

Roumié, un repère d'Al-Qaïda

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

La prison de Roumié en chiffres et en détail

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Les FSI nettoient le bâtiment B de la prison de Roumié au karcher

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Les néo-ottomans rejettent les démarches de la Syrie pour réduire les tensions et jettent de l'huile sur le feu

Al Quds al-arabi (édité à Londres)

El-Sissi s'engage à empêcher la sécession du Sinai

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

La grande mosquée des Omeyyades paie le prix de la prise d'Alep

L'événement

L'exploit du Hezbollah reconnu par Israël, dénigré par le 14-Mars

Considéré par les Israéliens comme un exploit militaire sans précédent de première importance, le survol d'Israël par un drone sophistiqué lancé par le Hezbollah, samedi 6 octobre, continue de susciter des réactions contradictoires au Liban. Le secrétaire général adjoint du Hezbollah, cheikh Naïm Kassem, a estimé que le «drone Ayyoub» (le nom donné à l'appareil) établit «une nouvelle équation qui s'inscrit dans le cadre de l'équilibre dissuasif entre Israël et la Résistance, et la dissuasion fait partie de la stratégie de protection du Liban». En revanche, le président du bloc parlementaire du Courant du futur, Fouad Siniora, a estimé que le survol «constitue une violation de la résolution 1701 et une provocation pour les Israéliens». «Certains évoquent des questions relatives aux infrastructures gazières et pétrolières sur le littoral des territoires occupés, ainsi que le réacteur atomique de Dimona. Cela ressemble, pratiquement, à une déclaration de guerre», a encore dit M. Siniora. L'ancien premier ministre a cependant reconnu que le survol est, en soi, «une réalisation technique et militaire.»

Les critiques adressées au Hezbollah par des personnalités libanaises sont intervenues alors que deux avions israéliens ont survolé pendant des heures, dimanche, le Liban-Sud, la région du Chouf et la Békaa-Ouest, «sans que cela ne suscite le moindre commentaire de la part de ceux qui s'érigent en défenseurs de la souveraineté nationale», écrit le quotidien As Safir.

Pendant ce temps, le Sunday Times britannique a rapporté que «le drone lancé par le Hezbollah pour percer le dispositif sécuritaire israélien est parvenu à prendre des photos de positions militaires secrètes, qui ont été envoyées au commandement du Hezbollah». Le journal a ajouté que l'avion sans pilote a réussi à «photographier des aéroports militaires israéliens, des zones où sont organisés les préparatifs des manœuvres conjointes israélo-américaines et, peut-être, le réacteur de Dimona». Le quotidien britannique a souligné que le drone était équipé du meilleur matériel de photographie aérienne, «capable de prendre des photos secrètes des bases de l'armée israélienne.»

Pour sa part, le ministre iranien de la Défense, le général Ahmad Wahidi, a souligné que l'envoi du drone par le Hezbollah est une preuve des capacités militaires dont dispose l'Iran. Dans des déclarations reprises par les télévisions iraniennes, le ministre a estimé que cette opération a «balayé tout ce qui a été dit sur le système du dôme d'acier.»

An Nahar

Sarkis Naoum, journaliste libanais proche du 14-Mars

Certains alliés de la Syrie au Liban s'interrogent sur les raisons qui ont poussé le président de la République, Michel Sleiman, à modifier son comportement et sa politique à son égard quatre ans après son élection. Dans le passé, il faisait en sorte de la ménager et faisait preuve d'une grande compréhension à l'égard de ses pratiques au Liban, bien que parfois celles-ci portaient atteinte aux intérêts du Liban. Il prônait la coopération avec Damas et appelait le président Bachar al-Assad toutes les semaines.

Aujourd'hui, l'attitude du président Sleiman a changé. Il n'appelle plus le président syrien et personne ne sait si cela va aboutir à une rupture définitive. Il exprime clairement et ouvertement ses critiques contre les comportements de la Syrie, tout en gardant sa diplomatie, son calme et en évitant toute atteinte personnelle. D'aucuns expliquent le changement d'attitude du président Sleiman à la façon avec laquelle il a été traité par les Syriens après sa nomination à la tête de l'Armée libanaise. Les Syriens se mêlaient de tout et dirigeaient toutes les institutions. De plus, il sait qu'il ne doit pas son élection à la présidence à 100 pour 100 au président Assad, bien que le soutien de ce dernier fût nécessaire pour qu'il puisse accéder à la première magistrature de l'Etat, malgré le retrait de ses troupes du Liban. Sleiman avait aussi besoin de la coopération de la Syrie pour calmer la situation qui était au bord de l'explosion au Liban. Il savait que ce n'était pas la Syrie qui avait proposé son nom. C'est un autre pays arabe, l'Égypte, qui l'avait fait. En 2007, Sleiman, qui était à l'époque commandant en chef de l'armée, avait visité en secret Le Caire. Le voyage avait été organisé à l'initiative du général Omar Sleiman, qui lui a ensuite arrangé une entrevue avec l'ancien rais Hosni Moubarak.

Le 14-Mars ne soutenait pas la candidature de Sleiman à la présidence, ni celle du gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé. Le 8-Mars a alors choisi Sleiman, ou a donné son feu vert pour son élection, en pensant que c'était son homme. Mais il a vite réalisé son erreur et compris qui étaient les véritables soutiens régionaux du nouveau président.

Sleiman continuera-t-il sur sa lancée dans ses critiques contre la Syrie d'Assad? S'en prendra-t-il aussi au Hezbollah? Des milieux libanais bien informés pensent que ses positions contre le régime syrien ne changeront pas, car il est affaibli et le restera. En revanche, il continuera à aider le Hezbollah, dans une certaine mesure, car il reste fort, il est même le plus fort sur la scène libanaise. Et il ne semble pas qu'il va être affaibli, jusqu'à la fin de son mandat.

An Nahar

L'Armée libanaise lance aujourd'hui son plan pour le rétablissement de la sécurité dans la Békaa, don l'objectif est de lutter contre les hors la loi présents dans cette région.

Le président de la Chambre Nabih Berry informera lundi les chefs des clans de cette région des détails du plan. Il insistera sur le soutien du Hezbollah à ces mesures et sur l'importance de mettre un terme aux enlèvements, qui se sont multipliés dans la Békaa ces derniers mois.

A travers ce plan, l'armée compte reprendre la main dans la Békaa et renforcer la sécurité dans cette région considérée comme un paradis pour les hors-la-loi, cambrioleurs et autres ravisseurs. L'institution militaire veut également obtenir le soutien de la population dans sa mission.

Le Conseil des ministres a donné en septembre dernier son accord à un programme-cadre d'un montant de 1,6 milliard de dollars, étalé sur cinq ans, afin de doter l'armée d'équipements divers.

ILS ONT DIT...

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

" De tous les régimes arabes, le régime syrien est le plus proche de la démocratie. Le régime du président Bachar al-Assad n'est pas tombé et ne tombera pas. Le complot échouera. La Syrie triomphera et se transformera en un pays démocratique modèle pour le reste des États qui la combattent. Ce qui se passe autour de nous n'est pas un printemps, mais un enfer arabe planifié dans ce qu'on appelle le chaos constructif annoncé par le département d'État américain en 2006, et dont le principe est un Moyen-Orient nouveau où les peuples passent le temps à s'entretuer. Israël convoite des parties de la Syrie et du Liban. Il s'est ouvertement proclamé État juif et attend la bonne occasion pour expulser les Palestiniens qui vivent sur son territoire. La liberté de culte et de choisir les pratiques sociales qui vous conviennent existe en Syrie, alors que dans les autres États arabes, on impose une façon de manger, de boire et de se vêtir. Israël est sur le chemin du déclin et n'obtiendra plus de victoire après la guerre de juillet 2006. Israël n'osera pas lancer de nouvelle guerre.

Cheikh Naïm Kassem, numéro deux du Hezbollah

" Le Hezbollah refuse que le Liban soit entraîné dans la crise syrienne et qu'il devienne une plateforme contre la Syrie. Il refuse le trafic d'armes du Liban vers la Syrie, ou encore le refuge accordé à des éléments armés dans certaines régions libanaises. La seule solution à la crise syrienne est politique, sinon de laquelle la crise promet de se prolonger. Ceux qui parient sur les développements en Syrie dans leur campagne contre le Hezbollah seront déçus, encore une fois. Le Courant du futur a perdu son indépendance en exécutant l'agenda d'un projet arrogant contre le Liban et la région.

Al Akhbar

Radwan Mourtada, spécialiste des mouvements islamistes sunnites

Nayla Tuéni: la réponse du Hezbollah est "bonne mais insuffisante"

La député Nayla Tuéni a qualifié de «bonne mais insuffisante» la réponse du Hezbollah aux documents diffusés par la chaîne Al-Arabiya sur sa supposée implication dans l'assassinat de son père, Gebran Tuéni, en 2005. «Je souhaite que le Hezbollah coopère avec la justice, a-t-elle ajouté. Les innocents n'ont pas peur et il est bien que le parti prouve son innocence», a-t-elle ajouté dans une interview télévisée.

Prochaine libération de huit otages libanais en Syrie?

Selon le quotidien An Nahar, les négociations pour la libération des 9 pèlerins libanais détenus par des rebelles syriens sont «positives». Huit d'entre eux pourraient être relâchés avant la fête de l'Adha, qui tombe le 26 octobre.

Assad veut reconstruire la mosquée omeyyade d'Alep

Le quotidien arabophone al-Quds al-arabi a rapporté que le président Bachar al-Assad a ordonné la reconstruction et la rénovation de la Grande mosquée des Omeyyades d'Alep, gravement endommagée lorsque des rebelles ont tenté de s'en emparer. Un comité a été créé et les travaux devront être terminés avant la fin de l'année prochaine.

La prison centrale de Roumié s'est transformée en camp d'entraînement pour les prisonniers de Fatah el-Islam. Grâce à la couverture politique dont ils bénéficient, ils ont établi un émirat où ils imposent de force leurs lois. En prison, ils disposent de la force, des armes, et de la liberté d'émettre des fatwa (décrets religieux, ndlr) et d'entrer en contact avec les champs du Jihad. Derrière les barreaux, ils préparent l'après-sortie de prison.

A Roumié, la loi de Dieu est appliquée aux autres prisonniers. Mais cette loi est taillée sur mesure pour les membres de Fatah el-Islam: celui qui commet une erreur est réprimandé, le récidiviste est fouetté. Celui qui blasphème a le crâne rasé pour être humilié, après avoir été frappé. Les détenus chrétiens et chiites sont contraints de payer la jizia, pour s'acheter une protection et éviter d'être agressé. Il existe également des salles de torture et des lieux de détention, d'où n'échappent même pas les prisonniers sunnites qui ne partagent pas les mêmes opinions que les membres de Fatah el-Islam.

Vous n'êtes pas dans un émirat islamique, mais bien dans la plus grande prison du Liban, placée sous l'autorité de l'Etat libanais et où les officiers, gardiens et des centaines de détenus répondent à l'autorité de 88 prisonniers islamistes de Fatah el-Islam, une organisation responsable de la mort de 168 soldats et officiers de l'Armée libanaise.

Les détenus islamistes exercent leur hostilité et leur agressivité non seulement contre les détenus des autres communautés ou les sunnites non pratiquants, mais également contre certains islamistes. Ils ont ainsi essayé d'égorger une des plus éminentes figures islamistes de la prison, détenue depuis 15 ans, pour la simple raison qu'elle s'était opposée à leurs pratiques.

Le problème est apparu au troisième étage, le moins peuplé certes, mais où les détenus, des islamistes, sont les mieux bâtis physiquement et disposent de la meilleure logistique. L'atelier se trouve à leur étage, ce qui leur permet de fabriquer des couteaux, des poignards et des épées. Ils disposent aussi d'iPhone et d'autres matériels leur permettant de rester en contact avec le monde extérieur.

C'est de la prison de Roumié que serait partit la fatwa autorisant l'exécution, de deux balles dans la tête, du détenu fugitif islamiste Walid Boustani. Selon des informations, il était en désaccord avec un cheikh islamiste détenu à Roumié, qui a ordonné, de l'intérieur de la prison, son exécution.

As Safir

La polémique s'est poursuivie au sujet de la forme de la nouvelle loi électorale, alors que le comité ad hoc issue des commissions parlementaires conjointe se prépare à tenir sa première réunion demain.

Le ministre de l'Agriculture, Hussein Hajj Hassan, a déclaré que «ceux qui proposent les circonscriptions électorales réduites ont un projet politique qui veut rétrécir davantage la taille du pays». Le vice-président du Conseil exécutif du Hezbollah, cheikh Nabil Kaouk, a affirmé que le 14-Mars «est déterminé à prouver que son projet politique pour le Liban est celui de l'hégémonie et de la suppression de l'autre». «Ce sont les cerveaux et les partis totalitaires qui refusent la proportionnelle, afin de barrer la route aux autres», a-t-il dit.

Le ministre Fayçal Karamé a exprimé son refus «catégorique» de la loi de 1960, soulignant que certains hommes politiques ont exercé leur hégémonie sur le pouvoir pour supprimer les voix de beaucoup de gens. Nous n'acceptons pas cela et nous lutterons pour faire parvenir la voix des gens au Parlement».

Côté 14-Mars, le député du Courant du futur pour la Békaa-Ouest, Ziad el-Kadiri, a déclaré que les propos «sur un interdit religieux (de la part de l'Eglise maronite, ndlr) contre la loi de 1960, évoqués par MM. Nabih Berry et Najib Mikati, sont inacceptables». «Nous vivons dans un régime parlementaire et démocratique et pas dans un régime religieux», a-t-il dit.